



# FRANCS DE CHYPRE ET MONASTÈRES GRECS : LE JUS PATRONATUS EN QUESTION

Ludivine Voisin

## ► To cite this version:

Ludivine Voisin. FRANCS DE CHYPRE ET MONASTÈRES GRECS : LE JUS PATRONATUS EN QUESTION. Cahiers du Centre d'Etudes Chypriotes, 2013, 43, pp.313-404. <hal-03655638>

**HAL Id: hal-03655638**

**<https://hal.science/hal-03655638v1>**

Submitted on 29 Apr 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## FRANCS DE CHYPRE ET MONASTÈRES GRECS : LE *JUS PATRONATUS* EN QUESTION

Ludivine VOISIN

*Abstract.* After the conquest of 1191 an undefined number of Greek monasteries have been incorporated into Latin fiefdoms. If sources tend to prove that Latins have supported Greek monasteries, the legal forms of their relationships, and specially the continuity of the *jus patronatus*, are not clear. And yet, this *jus patronatus* might reveal Frankish identity.

Le patronage laïc d'une église ou d'un monastère est une pratique commune à l'Orient byzantin et à l'Occident féodal qui se perpétue depuis l'Antiquité tardive, en dépit des tentatives des deux Églises pour rendre l'institution ecclésiastique indépendante <sup>1</sup>. Les modalités des échanges entre laïcs et moines grecs de Chypre sont modifiées après 1191 en raison de l'établissement d'une nouvelle élite aristocratique de foi latine. L'exil d'une partie des protecteurs traditionnels des moines byzantins et l'institution de la féodalité devaient tout logiquement inciter les seigneurs latins à reconduire la pratique du patronage expérimentée en Occident et en Terre sainte.

Et pourtant, peu de sources permettent d'examiner les rapports des monastères grecs à la nouvelle élite insulaire, tant du point de vue de la norme que des pratiques. La question de l'incidence de la transition politique et culturelle de l'île en 1191-1192 sur le patronage des monastères se heurte à un problème documentaire de taille : aucune source de l'époque byzantine ne permet d'approcher la situation locale. Il faut donc accepter le postulat suivant : le schéma établi par J.-P. Thomas pour quelques régions de l'Empire byzantin – Constantinople et l'Égypte notamment – est sans doute valable pour Chypre à la même époque<sup>2</sup>. À l'époque postérieure, l'historien n'est pas mieux armé : contrairement à la Crète vénitienne ou à la Rhodes hospitalière, où sont conservés des actes des pouvoirs politiques mettant en évidence la permanence du *jus patronatus*, ni les recueils de droit

---

1. Nous renvoyons à l'étude pionnière de Thomas 1987, p. 244.

2. J.-P. Thomas mentionne l'existence de fondations privées à Chypre dans les années 1090, sans malheureusement fournir de preuve : Thomas 1987, p. 171.

féodal, ni les assises du royaume de Chypre ne traitent la question du patronage laïque des monastères, qu'ils soient latins ou grecs <sup>3</sup>.

Il faut donc recourir à d'autres sources pour identifier les aspects institutionnels du patronage franc des monastères grecs et tenter de comprendre comment se construit l'identité franque dans son interaction avec le monde monastique. L'absence de synthèse sur le *jus patronatus* en Occident médiéval constitue une ultime difficulté puisqu'à travers les éléments constitutifs du droit de patronage, il s'agira de se demander si ce *jus patronatus* exercé à Chypre par les Francs relève davantage de la tradition byzantine ou de la coutume occidentale, entre le <sup>xiii</sup>e siècle et la fin du <sup>xv</sup>e siècle.

### Des monastères grecs indépendants des fiefs ?

L'aspiration de l'Église byzantine à une plus grande indépendance à l'égard du monde laïque n'est pas contredite par la conquête franque de 1191 <sup>4</sup>. Dans les deux *typika* rédigés par les fondateurs de la Théotokos de Machairas (1210) et de l'Enkleistra (1214), l'indépendance des moines à l'égard des autorités ecclésiastiques et laïques est affirmée <sup>5</sup>. Les deux monastères semblent donc conserver leur autonomie et l'on peut conjecturer qu'ils ne sont pas inclus aux fiefs distribués aux Latins après la conquête. Toutefois, la question du maintien de l'indépendance des fondations se pose par la suite, en particulier pour l'Enkleistra : l'accroissement de la population monastique et la pauvreté du patrimoine conduisent à s'interroger sur la capacité du monastère à rester totalement indépendant à l'égard des laïcs. L'état lacunaire des sources interdit toute hypothèse, mais il est évident que le monastère continue de bénéficier de la générosité de laïcs, grecs et peut-être latins, issus de diverses couches sociales <sup>6</sup>. Ce patronage économique des laïcs ne constitue pas nécessairement une entrave à l'autonomie du monastère. L'absence de source du droit féodal sur la question du patronage laïque tend à confirmer l'indépendance d'un nombre indéfini de monastères grecs <sup>7</sup>.

---

3. Le *Catasticum ecclesiarum et monasteriorum* apporte un éclairage fondamental sur la continuité du *jus patronatus* dans les trois premiers siècles de la domination vénitienne en Crète : Tsirpanlis 1985. Quelques documents émis par la chancellerie hospitalière au <sup>xv</sup>e siècle permettent également de mettre en évidence l'intervention de laïcs dans une poignée de monastères grecs de Rhodes : Tsirpanlis 1991 et Tsirpanlis 1995.

4. L'Église et les empereurs byzantins ont tenté à multiples reprises de réduire les pouvoirs des laïcs sur les églises et les monastères : Thomas 1987, p. 37-221.

5. La *Théotokos* de Machairas est déclarée indépendante de toute personne extérieure : Bandy 2000, § 9. Quant à l'*Enkleistra*, le roi franc de Chypre est investi de la fonction d'administrateur du monastère, mais son occupation à la lointaine cour de Nicosie réduit de fait son pouvoir de contrôle : Galatariotou 2000, chap. 7.

6. Le monastère acquiert quelques terres après 1191, alors que Néophytos a interdit le droit de propriété : Galatariotou 1991, p. 175-176. Cette entorse à la *Règle* est la conséquence d'une augmentation du nombre de moines dans l'ermitage : Galatariotou 2000, chap. 9.

7. Richard 1986, p. 73.

Quelques documents de concessions de fiefs comprenant des églises et des monastères invitent à penser que cette indépendance n'est pas partagée par la majorité des communautés monastiques<sup>8</sup>. Il faut pourtant rester prudent : la mention systématique d'attribution d'« appartenances en maisons, en églises, en monastères » est une formule uniforme qui ne permet pas d'identifier précisément les éléments des fiefs concédés<sup>9</sup>.

Bien qu'il soit impossible de déterminer la part des monastères restés propriétaires de leurs biens et ceux intégrés aux fiefs après 1191, l'investissement économique des seigneurs latins dans la vie des fondations monastiques grecques est bien une réalité.

### **Le patronage économique des Francs**

Dès 1220, les accords de Limassol mentionnent des donations faites par les Francs aux églises et monastères grecs de l'île : aumônes, possessions, terres et biens doivent rester exempts de toute redevance<sup>10</sup>. La générosité des Francs à l'égard des établissements grecs est documentée tout au long de la domination latine à travers diverses sources, écrites et iconographiques, que le père J. Darrouzès et G. Grivaud ont déjà manipulées afin de mettre en évidence le patronage grec et latin des églises et des monastères grecs<sup>11</sup>. Il n'est pas dans notre intention de réécrire cette histoire déjà bien connue. Citons simplement la dizaine de bienfaiteurs francs apparaissant dans les marges de manuscrits ayant appartenu à des monastères grecs des régions de Limassol, du Troodos et de Paphos entre les <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles<sup>12</sup>, le portrait d'une donatrice vêtue à la mode latine et entourée de ses deux fils dans l'église monastique grecque Panagia Asinou au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>, ou encore les nombreuses donations ou réparations faites par des membres de l'entourage royal à Notre-Dame de Kykkos ou à Saint-Nicolas des Chats<sup>14</sup>. Les Francs participent bien à un réseau de solidarité qui se tisse autour des églises monastiques, orphelines de leurs protecteurs byzantins et dont la fragilité du patrimoine est une menace constante pour la survie des communautés.

---

8. L'attribution d'Évrihou par le roi Jean II à Jacques de Fleury en 1440 est un exemple de concession de fief comprenant des églises et des monastères : Richard 1962, p. 143 ; Richard 1986, p. 72, n. 38.

9. Richard 1962, p. 143, n. 7.

10. Coureas, Schabel 1997, n° 84.

11. Darrouzès 1951, 1956, 1958 ; Constantinides, Browning 1993 ; Grivaud 2007.

12. L'onomastique et les titres de noblesse permettent d'identifier différents personnages comme bienfaiteurs latins de monastères grecs : le « très haut archonte » messire Son de Lestzi à l'égard du monastère du Stylos et de son métoque à Agros ; l'archontesse Dame Isabeau Pantilimona, messire Galeazzo et l'« honorable et très bon seigneur messire » James Viralaout à Poliléotissa ; Jean de Montolif, sans doute seigneur de Choulou et chambellan de Jérusalem sous Pierre I<sup>er</sup> de Lusignan, sa femme et Perrin, fils de la « Dame » de Lapithiou au monastère des Prêtres : Darrouzès 1956, p. 49 ; Darrouzès 1958, p. 231-235 ; Darrouzès 1951, p. 28-29 et 39.

13. Durand, Giovannoni 2012, p. 189 ; Kalopissi-Verti 2012, p. 122-131.

14. Grivaud 2007, p. 259-260.

Ce soutien économique des Latins, bien que moins visible que le patronage grec, apparaît comme naturel et pose deux questions : est-ce que le soutien économique des Francs est une démarche purement spirituelle qui s'inscrit dans la quête du salut ? Ou bien est-ce que cet investissement représente la contrepartie des droits exercés par les seigneurs latins dans les monastères grecs situés sur leurs fiefs ? Les deux perspectives ne s'excluent pas, mais il s'agit de déterminer si le lien institutionnel qui relie des monastères grecs aux seigneurs de fiefs, s'il existe, est déterminant dans la pratique du patronage économique. Dans les exemples de bienfaiteurs commémorés dans les marges des manuscrits grecs figure au moins un donateur latin qui possède assurément des terres près du monastère <sup>15</sup>. En outre, les restaurations ou décorations d'églises monastiques grecques peuvent effectivement s'apparenter aux obligations des anciens patrons byzantins, en particulier des charistaiques, mais rien n'indique que ces bienfaits sortent du simple cadre de la comptabilité du salut <sup>16</sup>.

Les seigneurs francs de Chypre, comme en Occident, fondent des monastères sur leurs domaines et sont appelés à exercer un *jus patronatus* au titre de ces fondations. Le rapport adressé par un clerc de Sainte-Sophie à l'archevêque latin Benedetto Soranzo, dans les années 1480, rappelle que des monastères ont été édifiés par des seigneurs et des chevaliers du royaume sur leurs casaux avec l'assentiment du pouvoir royal <sup>17</sup>. Malheureusement, l'auteur des *Memoria* adressés à Soranzo n'opère pas de distinction entre monastères grecs et latins ; il s'agit vraisemblablement ici de monastères de foi latine. L'appartenance confessionnelle n'est toutefois pas un obstacle au soutien économique des monastères, ni à l'exercice de droits des seigneurs sur les établissements grecs fondés à l'époque byzantine ou après la conquête de 1191.

### **Droits et obligations des seigneurs latins à l'égard des monastères grecs**

Contrairement aux sources crétoises et rhodiennes, les archives chypriotes ne mentionnent qu'une seule fois l'expression « *jus patronatus* » à la fin du xv<sup>e</sup> siècle <sup>18</sup>. Et pourtant, la concession de Néangomi à un officier de la couronne à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle atteste bien que des laïcs francs ont le droit de détenir des monastères grecs à vie <sup>19</sup>. Les biens monastiques constituent des biens ordinaires pouvant être transférés entre laïcs, notamment des domaines des particuliers vers ceux du roi, comme l'indique le rapport

---

15. Jean de Montolif, bienfaiteur du monastère des Prêtres, près de Paphos, est seigneur de Choulou, au nord-est de Paphos : Darrouzès 1951, p. 39.

16. Sur le charistaique, nous renvoyons à Thomas 1987, p. 157-159.

17. « *Quantu(m) ad alia beneficia et monasteria monaliu(m) totius Regni, dico esse stato instituti per infiniti sig(n)o(ri) et cavaleri cu(m) consensu Regiae Maestatis super casalia et aliis redditibus* » : Voisin à paraître, § 4.

18. Encore une fois, cette expression apparaît dans les *Memoria* adressés à l'archevêque B. Soranzo au paragraphe n° 4 : Voisin à paraître.

19. Beihammer 2007, n° 45.

adressé à B. Soranzo : « (...) *monasteria monaliu(m) (...) li quali per morte sono tornati ip(s)i casali a la Reale* »<sup>20</sup>. Si un seigneur de fief meurt, sans doute intestat, son fief et les biens compris sur ce domaine reviennent au domaine royal. Cette patrimonialisation n'est pas un phénomène spécifiquement chypriote puisqu'on l'observe ailleurs, en particulier en Crète, et elle s'inscrit dans un processus déjà entamé à l'époque précédente<sup>21</sup>. Toutefois, aucun acte notarié conservé n'établit de transfert de monastère entre seigneurs, ce qui pose question.

Les seigneurs latins exercent bien des « droits et coutumes », en particulier des « droits temporels », dans les monastères et églises grecs d'après les accords de Limassol (1220)<sup>22</sup>. De quels droits temporels s'agit-il ? Les seigneurs latins perçoivent-ils des revenus des monastères en dehors des redevances que les moines doivent pour leurs terres ? La réponse est délicate tant les sources sont lacunaires. Seul le rapport adressé à B. Soranzo dans les années 1480 expose la situation particulière des monastères féminins de l'île : « *Et ip(s)i beneficii havevano Verbi gratia cento duc(ati) l'ano messo i(n) uno vocabolo ch(e) chiamano croses, le qual croses de cento duc(ati) no(n) vegnono i(n) quater. Et per tal manchame(n)to i(n) questa terra no(n) è monesterio de don(n)e i(n) piede, tute i(n) ruina* »<sup>23</sup>. Les cents ducats par an dus par les monastères féminins et qui provoquent leur ruine correspondent-ils à l'*akrostikon*, dont le terme, sous l'effet de la coutume, a pu être transformé en « *croses* » ? Cette redevance byzantine due par les clercs aux détenteurs de la terre est en effet reconduite sous la domination latine en Grèce franque et en Roumanie vénitienne, maintenant ainsi les membres de l'Église dans un statut servile<sup>24</sup>. Les sources chypriotes ne mentionnent pas l'existence de cette redevance à l'époque franque, ce qui peut signifier une rupture dans le statut des monastères à l'époque de la domination vénitienne sous laquelle est rédigé le rapport. Toutefois, il faudrait pouvoir confirmer le glissement des termes.

À l'exception de cet hypothétique *akrostikon* tardif, nulle trace de cens recognitif dû par des monastères grecs aux seigneurs fonciers ou de revenus tirés par les seigneurs latins au titre de l'usufruit d'un monastère n'apparaît dans les sources.

Cette absence ne signifie pas que les monastères grecs sis sur des fiefs sont totalement affranchis des seigneurs. À la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ou au tout début du XIV<sup>e</sup> siècle, les moines de Néangomi sont exemptés de corvées (*angaria*) dans la concession du monastère par

20. Voisin à paraître, § 4.

21. En Crète vénitienne, la famille Chasturi détient, depuis au moins trois générations, le monastère Santa Maria Panagia, à Candie : Tsirpanlis 1985, n° 108 II-111 ; Bonnelie 2005, p. 154.

22. Coureas, Schabel 1997, n° 84.

23. Voisin à paraître, § 4.

24. La première mention de cette redevance apparaît en 1216 dans l'accord établi entre l'Église et l'aristocratie latine des territoires compris entre le royaume de Thessalonique et Corinthe. Tous les prélats, grecs et latins, y sont assujettis : Pitra 1885, p. 533. En Crète vénitienne, la redevance touche les paysans grecs, parmi lesquels des clercs, détenteurs d'une stase ou établis sur des tenures de l'État : Thiriet 1959, p. 225.

un roi franc à un officier de la couronne. Cette exemption doit permettre aux moines de préserver leur liberté afin qu'ils continuent de prier en toute tranquillité <sup>25</sup>. Elle intervient plusieurs décennies après les accords de Limassol qui ont proclamé la liberté des prêtres et des diacres grecs exemptés du cheutage et des corvées <sup>26</sup>. La mention tardive de cette exemption signifie que la coutume a dû maintenir ce service pour les moines dans la continuité de la tradition byzantine <sup>27</sup>. Le roi franc, ancien détenteur du monastère, a continué d'exiger l'*angaria* au titre de l'exercice de l'ancien droit impérial <sup>28</sup>. Si le maintien de ce service de corps prouve bien un transfert de la puissance publique byzantine au pouvoir royal franc, il ne peut être retenu comme un élément constitutif du *jus patronatus*, si l'on se réfère aux critères établis par J.-P. Thomas.

Les droits économiques des seigneurs sur les monastères se trouvant dans leurs fiefs sont donc très difficiles à déceler. En revanche, les seigneurs latins semblent jouir de droits en matière d'administration des monastères. Le chapitre 7 des accords de Limassol précise, en effet, que toute élection d'higoumène doit être validée par le seigneur du fief, puis confirmée par la bénédiction de l'archevêque ou de l'évêque latin en accord avec Dieu et la législation canonique. Le chapitre 9 expose en outre que le seigneur possède un droit de contrôle des entrées au monastère par la validation des candidats à la profession monastique. Les moines grecs sont donc soumis au contrôle du seigneur, mais les pouvoirs de ce dernier sont limités : il n'intervient pas dans le choix des moines, ni n'a le droit de remplacer le supérieur, sauf s'il commet des actes contraires à la loi <sup>29</sup>. Enfin, dans l'acte royal de concession de Néangomi de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, est rappelée l'interdiction pour le seigneur latin de remplacer les moines établis au monastère <sup>30</sup>.

Cette limitation des prérogatives des seigneurs à l'intérieur des monastères peut apparaître comme une rupture avec l'époque byzantine, où les patrons byzantins détenaient le droit de nommer les higoumènes. En réalité, les patrons laïques n'avaient que peu de droits à l'égard des higoumènes et les nominations intervenaient en général au moment de la fondation, ou lorsque le patron doutait de l'orthodoxie de l'higoumène <sup>31</sup>. À l'époque de la domination franque, cette continuité du *ktètorikon dikaion* s'inscrit dans un tout autre contexte économique et social : la validation des higoumènes et des moines sert en réalité à contrôler les serfs qui menacent la survie des domaines seigneuriaux en

---

25. Beihammer 2007, n° 45. D'après G. Grivaud, le roi en question ne peut être que Hugues III (1267-1284) ou Henri II (1285-1306 et 1310-1324) : Grivaud 2007, p. 259, n. 5.

26. Coureas, Schabel 1997, n° 84.

27. Les moines byzantins devaient également des corvées : Thomas 1987, p. 145-146.

28. Richard 1986, p. 71 ; Kaplan 1992, p. 158.

29. Coureas, Schabel 1997, n° 84.

30. Beihammer 2007, n° 45.

31. Thomas 1987, p. 54.

devenant clercs<sup>32</sup>. Les droits temporels des seigneurs sont finalement limités et ne doivent en aucun cas nuire à l'autonomie des monastères. Le chapitre 10 des accords de Limassol expose qu'aucune autorité n'a le droit de porter atteinte aux biens possédés par les monastères depuis la domination byzantine<sup>33</sup>. L'administration du patrimoine demeure donc le monopole des moines, et aucun seigneur ne peut transférer ou concéder un bien monastique. Toutefois, les quelques actes de concessions conservés laissent penser que cette interdiction ne concerne que les monastères situés hors des fiefs.

Bien que limités, les droits des seigneurs latins en matière de nomination des higoumènes sont maintenus au cours des siècles suivants, puisqu'en 1443, dans la vente par le roi Jean II du casal de Marethasse à Antoine et à Jean Audeth, les nouveaux seigneurs du fief reçoivent des droits et des prérogatives dans les « monastères, églises, offices et bénéfices » qui composent le domaine. Ils obtiennent en particulier des droits sur les bénéfices d'« abbés », *protopapades* et *nomikoi*<sup>34</sup>. S'agit-il de valider les nominations effectuées par les moines ou de nommer directement les abbés et higoumènes, parmi lesquels, peut-être, celui de Kykkos, qui se trouve dans le casal de Marethasse<sup>35</sup> ? On ne peut apporter de réponse claire mais, ce qui est certain, c'est que le droit de validation des seigneurs latins a dû peser sur les choix des communautés monastiques : en 1250, l'archevêque grec en exil, Néophytos, exige que la profession monastique reste libre comme elle l'était avant la domination latine<sup>36</sup>.

Les prières de Néophytos ont peut-être été exaucées. Pour des raisons qui nous échappent, le contrôle des élections des higoumènes semble s'exercer au seul profit de l'Église à l'extrême fin de notre période. Dans le rapport envoyé à B. Soranzo, la mention de la validation de la nomination par le seigneur laïque n'apparaît plus dans le paragraphe consacré aux accords de Limassol : « (...) *et così tuti abbati greci dover e(ss)er electi canonicame(n)te et poi l'arzivescovo over vescovo i(n) sua diocesi confirmarli* »<sup>37</sup>. Le seigneur latin a tout simplement disparu du processus de validation de l'higoumène. S'agit-il là d'une preuve de la dilution des droits temporels des seigneurs latins sur les monastères et d'une affirmation éclatante de la *libertas ecclesie* prônée par la papauté ? Une preuve unique empêche d'apporter une réponse affirmative. Il est toutefois permis d'établir un lien entre le possible déclin du pouvoir des seigneurs sur l'accès à l'higouménat

---

32. En 1306, le pape Clément V dénonce l'auto-proclamation de serfs grecs et géorgiens higoumènes de trois monastères : Schabel 2010, n° q-3.

33. Coureas, Schabel 1997, n° 84.

34. Richard 1981, n° I. Bien que les Audeth ne puissent être qualifiés de « Francs », ils reçoivent un fief et des droits du roi franc.

35. En l'absence de mention d'hiéromoine, le *protopapas* en question ne peut être qu'extérieur aux monastères même s'il peut sans doute aussi desservir ces établissements. De même, le *nomikos* n'est pas nécessairement attaché au monastère même s'il existe bien des scribes servant à la fois des monastères et des laïcs : Schabel 2001, n° B. 16, p 138.

36. Schabel 2001, n° 18, p. 303.

37. Voisin à paraître, § 8.



et la dénonciation d'un trop grand nombre d'affranchissements de parèques à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Le rapport adressé à B. Soranzo dénonce en réalité la décadence de deux formes de contrôle : non seulement le seigneur laïque a disparu du processus de validation, mais des clercs, latins et grecs, se passent désormais de la confirmation de l'archevêque ou de l'évêque latins<sup>38</sup>. Cet affranchissement des autorités laïques et ecclésiastiques est visiblement lié à la dénonciation par l'auteur du rapport de l'existence d'un système de mise aux enchères publiques des bénéfices ecclésiastiques. L'affaiblissement du contrôle des candidats à l'entrée en religion a manifestement fait croître la pratique simoniaque et permis à des serfs grecs de s'affranchir de leur condition : les efforts du pouvoir royal pour limiter les affranchissements des Grecs à la fin du xv<sup>e</sup> siècle en sont la preuve<sup>39</sup>. Il semble donc bien que les seigneurs aient perdu leur ancien pouvoir sur les higoumènes au nom de la *libertas ecclesie*, au détriment de l'économie domaniale.

Un autre empêchement limite encore les droits des laïcs dans les monastères. À Néangomi, le roi interdit à tout laïc de pénétrer dans le monastère et d'y prélever quoi que ce soit<sup>40</sup>. Le respect de la clôture monastique, et donc de la vie interne du monastère, doit être strict et permettre aux moines de conserver l'intégralité de leurs biens. C'est sans doute dans cet esprit que le roi ordonne au nouveau propriétaire laïque de Néangomi de maintenir les moines libres, c'est-à-dire d'assurer leur indépendance économique et leur tranquillité d'esprit en les protégeant contre toute redevance et toute corvée<sup>41</sup>.

Finalement, pour autant que nous en soyons informés, les droits temporels des seigneurs latins sont limités, ne s'exercent qu'au nom d'un impératif économique, et déclinent peut-être au point de disparaître à la fin du xv<sup>e</sup> siècle. La dilution de ces droits n'empêche pas le maintien d'un patronage économique que nous avons déjà observé. S'il est difficile de souligner les contours des droits et des obligations des seigneurs francs à l'égard des monastères grecs, les sources offrent une réponse un peu plus précise à la question de l'origine de ce *jus patronatus* latin.

### Un *jus patronatus* privé issu d'un droit public ?

Les quelques sources qui établissent l'existence d'un droit de patronage latin des monastères grecs mettent en scène un acteur récurrent : le roi, premier des suzerains du royaume. Les rois Lusignan sont effectivement des fondateurs d'édifices religieux, même grecs : le monastère *Stavros o Phanéroménos* a été fondé en 1340 par Marie d'Ibelin, tante de la reine Alice, sous l'œil bienveillant de l'évêque grec de Nicosie à la suite

---

38. « *Seria una cossa da preveder(e) sì de essi come de ogni altro beneficio, sì latino come greco, no(n) poterli dar(e) senza election canonica, p(rese)ntation, et confirmatio(n) de prelato* » : Voisin à paraître, § 8.

39. Le roi Jacques II (1464-1473) ordonne le recensement des parèques et la recherche des serfs fugitifs devant retourner à leur premier seigneur : Richard 1983, n° 155 ; Richard 1995, p. 279.

40. Beihammer 2007, n° 45.

41. *Ibid.*

d'un miracle. La reine Alice et sa tante ont personnellement financé la construction, la décoration et la dotation en livres du sanctuaire de pèlerinage <sup>42</sup>.

La conservation par les Lusignan de l'héritage institutionnel byzantin laisse penser que les rois francs ont également, de manière logique, récupéré les droits des empereurs byzantins, comparables à ceux des patrons privés, sur les églises et monastères impériaux construits à l'époque précédente. À l'époque de la domination franque, en effet, l'exercice d'un *jus patronatus* par les rois de Chypre, dans le respect de la coutume (*consuetudo*) est attesté dans le rapport adressé à B. Soranzo : « *Praeterea tuti q(ue)sti et alt(ri) beneficii, q(uo)d peius e(st), se li fano ius patronatus de la Reale senza ostensio(n) nesuna* » <sup>43</sup>. Le pouvoir royal exerce donc un droit de patronage sur les bénéfices grecs et latins à la fin du xv<sup>e</sup> siècle.

Et pourtant, aucune « fondation impériale » n'apparaît sous cette expression dans notre documentation. En réalité, la formulation a changé et s'est adaptée au nouveau pouvoir : le monastère de Néangomi est dénommé « monastère royal » dans l'acte de concession de la fin du xiii<sup>e</sup> siècle <sup>44</sup>. Le statut « royal » de la fondation pose pourtant question : ce statut est-il la continuité d'un ancien statut du monastère lié à la personne de son fondateur et patron, l'empereur puis le roi, ou bien est-il tout simplement dénommé « royal » puisque situé sur le domaine du roi ? La question est complexe, au regard d'une documentation lacunaire, mais concerne directement la question du *jus patronatus* royal, hérité ou non du *ktètorikon dikaion* des empereurs byzantins.

La bienveillance des reines de Chypre à l'égard de Kykkos soulève aussi la question de l'ancien statut impérial de la fondation <sup>45</sup>. Les obligations des reines sont-elles la mise en pratique du *jus patronatus* royal hérité de l'empereur ou bien l'expression de la générosité de l'entourage royal à l'égard d'un monastère qui se trouve sur le fief du roi ? Kykkos appartient en effet au « casal du Marethasse du roi » <sup>46</sup>. Nous pouvons donc supposer que les reines franques se conduisent soit comme des héritières du droit de patronage impérial, soit comme des femmes de seigneurs latins. La question se pose dans les mêmes termes à la Théotokos de Machairas. La *Règle* du monastère (1210) attribuée à l'empereur byzantin la fonction d'administrateur laïc du monastère, alors que l'île est déjà passée sous la domination latine depuis deux décennies <sup>47</sup>. La nomination de l'empereur est donc purement formelle, mais elle rappelle sans doute le lien qui unit le monastère à son probable fondateur, l'empereur. L'histoire du monastère sous la domination franque met en évidence cette continuité de la relation privilégiée de la fondation au pouvoir politique

---

42. Dawkins 1932, vol. I, § 74-76.

43. Voisin à paraître, § 4.

44. Beihammer 2007, n° 45.

45. Grivaud 2007, p. 259-260.

46. Richard 1981, p. 94.

47. Bandy 2000, § 160.

central, qui, d'impérial, est devenu monarchique : au cours de la peste de 1392-1393, des membres de la maisonnée du roi accompagnent Jacques I<sup>er</sup> (1382-1398) et sa femme Héloïse de Brunswick au monastère de Machairas pour y trouver refuge <sup>48</sup>. L'exil de la cour royale à Machairas peut être interprété comme l'exercice d'un droit découlant du statut anciennement impérial de la fondation ou bien, tout simplement, d'une prérogative d'un seigneur sur un monastère situé sur son domaine. Il demeure difficile de déterminer si les Lusignan se comportent en seigneurs de fiefs ordinaires, reconduisant des traditions de la société féodale, ou bien s'ils se considèrent comme les héritiers des patrons byzantins. Les rois francs exercent d'ailleurs leurs largesses à l'égard de monastères qui ne présentent, *a priori*, aucun caractère anciennement impérial et dont la localisation sur le domaine royal reste encore à déterminer <sup>49</sup>.

Puisque les seuls transferts de biens monastiques documentés sont ceux qui émanent du pouvoir royal et que nous avons établi que les seigneurs latins ne possédaient que très peu de prérogatives à l'égard des monastères grecs, deux questions se posent : est-ce que le *jus patronatus* privé est règlementé par la coutume ? Si tel est le cas, cela expliquerait le silence des sources. En outre, est-ce que seul le roi, représentant de la puissance publique dans l'île, exerce un *jus patronatus* sur les monastères grecs qu'il peut à l'occasion déléguer à des particuliers, comme en Crète et à Rhodes <sup>50</sup> ? Cette dernière hypothèse signifierait que la constitution du *jus patronatus* royal est le résultat de deux processus : le roi a pu récupérer ces droits au cours de la conquête et de la distribution des fiefs, comme en Crète <sup>51</sup>, ou bien lors d'incorporations de fiefs à la *Regale* <sup>52</sup>. Si la documentation permet de confirmer un jour cette hypothèse, cela signifie que les monastères grecs, qui n'ont pas conservé ou acquis leur indépendance au moment de la conquête, sont finalement parvenus à s'affranchir de la tutelle seigneuriale au profit d'un patronage royal moins contraignant. Le patronage économique des Francs constituerait alors un moyen plus informel de renouer des liens disparus entre les moines et les laïcs. Au contraire, le maintien d'un droit de patronage royal exclusif à Chypre contribuerait à renforcer la puissance publique, dont les racines sont à chercher dans l'Empire romain tardif, et à rompre avec la tradition féodale de l'Occident.

Ces hypothèses restent fragiles tant la documentation est lacunaire. Toutefois, la limitation des droits des laïcs sur les monastères grecs est très probable et cette évolution s'inscrit dans une double tradition : il ne s'agit pas d'un simple effet de la réforme

---

48. Dawkins 1932, vol. 1, § 624.

49. Le monastère des Prêtres, près de Paphos, bénéficie de la générosité des rois francs et des plus humbles, grecs et latins : Darrouzès 1951, p. 28-54 ; Grivaud 2007, p. 260-261.

50. Bonnèlie 2005 ; Tsirpanlis 1991, n° 2.

51. L'établissement des Vénitiens en Crète s'accompagne d'une appropriation progressive par le pouvoir de tout le sol crétois, déclaré public. Le territoire est redistribué entre la Commune, les feudataires et l'Église latine : Bonnèlie 2005, p. 145.

52. Voir ci-dessus n. 20.

grégorienne qui prône la *libertas ecclesie* ; le rapport des moines grecs aux laïcs francs s'inscrit dans une évolution amorcée à l'époque byzantine et qui tend à rendre l'Église grecque plus indépendante. Finalement, le *jus patronatus* est une institution qui révèle le triple héritage des élites franques qui s'établissent à Chypre : le droit féodal, la tradition byzantine et l'héritage romain. L'assimilation de ces trois traditions met en évidence la complexité de la construction de l'identité franque à Chypre.

GRHIS, Université de Rouen, Normandie Université

## BIBLIOGRAPHIE

### SOURCES

- BANDY (A.), 2000, « *Machairas: Rule of Neilos, Bishop of Tamasia, for the Monastery of the Mother of God of Machairas in Cyprus* », dans J. Thomas, A. Constantinides Hero (éd.), *Byzantine Monastic Foundation Documents. A Complete Translation of the Surviving Founders' Typika and Testaments*, vol. III, Washington D. C., p. 1107-1175.
- BEHAMMER (A.), 2007, *Griechische Briefe und Urkunden aus dem Zypern der Kreuzfahrerzeit: die Formularsammlung eines königlichen Sekretärs im Vaticanus palatinus graecus 367*, Nicosie.
- CONSTANTINIDES (C.N.), BROWNING (R.), 1993, *Dated Greek Manuscripts from Cyprus to the year 1570*, Nicosie.
- COUREAS (N.), SCHABEL (Chr.), 1997, *The Cartulary of the Cathedral of Holy Wisdom of Nicosia*, Nicosie.
- DARROUZÈS (J.), 1951, « Un obituaire chypriote : le Parisianus Graecus 1588 », *Κυπριακαὶ Σπουδαί* 15, p. 23-62 [repr. dans J. Darrouzès, *Littérature et histoire des textes byzantins*, Londres, 1972, étude n° XIII].
- DARROUZÈS (J.), 1956, « Notes pour servir à l'histoire de Chypre (deuxième article) », *Κυπριακαὶ Σπουδαί* 20, p. 31-63 [repr. dans J. Darrouzès, *Littérature et histoire des textes byzantins*, Londres, 1972, étude n° XV].
- DARROUZÈS (J.), 1958, « Notes pour servir à l'histoire de Chypre (troisième article) », *Κυπριακαὶ Σπουδαί* 22, p. 221-250 [repr. dans J. Darrouzès, *Littérature et histoire des textes byzantins*, Londres, 1972, étude n° XVII].
- DAWKINS (R.M.), 1932, *L. Makhairas, Recital concerning the Sweet Land of Cyprus entitled 'Chronicle'*, Oxford, 2 vol.
- GALATARIOTOU (C.), 2000, « *Neophytos: Testamentary Rule of Neophytos for the Hermitage of the Holy Cross near Ktima in Cyprus* », dans J. Thomas, A. Constantinides Hero (éd.), *Byzantine Monastic Foundation Documents. A Complete Translation of the Surviving Founders' Typika and Testaments*, vol. IV, Washington D. C., p. 1338-1373.
- PITRA (J.-B.), 1885, *Analecta Novissima Spicilegii Solesmensis altera continuatio, I, De epistolis et registris romanorum pontificum*, Tusculum [réimpression Farnborough, 1967].
- RICHARD (J.), 1962, *Documents chypriotes des Archives du Vatican : 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> siècles*, Paris.
- RICHARD (J.), 1981, « Une famille de "Vénitiens blancs" dans le royaume de Chypre au milieu du xv<sup>e</sup> siècle : les Audeth et la seigneurie de Marethasse », *Rivista di Studi Bizantini e Slavi* 1, p. 89-129 [repr. dans J. Richard, *Croisés, missionnaires et voyageurs*, Londres, 1983, étude n° X].
- RICHARD (J.), 1983, *Le Livre des remembrances de la Secrète du royaume de Chypre, 1468-1469*, Nicosie.
- RICHARD (J.), 1995, « Freedom and servitude in Cyprus and Rhodes : an assize dating from 1396 », *Studies in honour of D. Jacoby* (= *Mediterranean Historical Review* 10), Londres, p. 272-283.

- SCHABEL (Chr.), 2001, *The Synodicum Nicosiense and other documents of the Latin Church of Cyprus 1196-1373*, Nicosie.
- SCHABEL (Chr.), 2010, *Bullarium Cyprium. Papal Letters Concerning Cyprus, 1196-1314*, Nicosie, 2 vol.
- TSIRPANLIS (Z.N.), 1985, Κατάστιχο εκκλησιών και μοναστηριών του κοινού (1248-1548). Συμβολή στη μελέτη των σχέσεων πολητείας και εκκλησίας στη βενετοκρατούμενη Κρήτη, Ioannina.
- TSIRPANLIS (Z.N.), 1991, Η Ρόδος και οι νότιες Σποράδες στα χρόνια των Ιοαννιτών Ιπποτών 14<sup>ος</sup>-16<sup>ος</sup> αι., Rhodes.
- TSIRPANLIS (Z.N.), 1995, Ανέκδοτα έγγραφα για τη Ρόδο και τις νότιες Σποράδες από το Αρχείο των Ιοαννιτών Ιπποτών, 1421-1453, Rhodes, vol. 1.

### ÉTUDES

- BONNÉLIE (C.), 2005, « Les églises orthodoxes en Crète vénitienne aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles », dans I. Villela-Petit (dir.), *1204, la Quatrième croisade : de Blois à Constantinople. Éclats d'empires*, Paris, p. 79-85.
- DURAND (J.), GIOVANNONI (D.), 2012, *Chypre entre Byzance et l'Occident IV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris.
- GALATARIOTOU (C.), 1991, *The making of a saint. The life, times and sanctification of Neophytos the Recluse*, Cambridge.
- GRIVAUD (G.), 2007, « Les Lusignan patrons d'églises grecques », *Byzantinische Forschungen* 39, p. 257-269.
- KALOPISSI-VERTI (S.), 2012, « The Murals of the Narthex: The Paintings of the Late Thirteenth and Fourteenth Centuries », dans A.W. Carr, A. Nicolaïdès (éd.), *Asinou Across Time. Studies in the Architecture and Murals of the Panagia Phorbiotissa, Cyprus*, Washington, p. 115-209.
- KAPLAN (M.), 1992, *Les hommes et la terre à Byzance du VI<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle. Propriété et exploitation du sol*, Paris.
- RICHARD (J.), 1986, « Un monastère grec de Palestine et son domaine chypriote : le monachisme orthodoxe et l'établissement de la domination franque », *Πρακτικά Β' Διεθνούς Κυπριολογικού Συνεδρίου*, B', Nicosie, p. 61-75 [repr. dans J. Richard, *Croisades et États latins d'Orient*, Londres 1992, étude n° XIV].
- THIRIET (F.), 1959, *La Romanie vénitienne au Moyen-Âge. Le développement et l'exploitation du domaine colonial vénitien (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Paris.
- THOMAS (J.-P.), 1987, *Private Religious Foundations in the Byzantine Empire*, Washington D. C.
- VOISIN (L.), à paraître, « L'Église de Chypre dans les années 1460-1480 d'après la correspondance de Benedetto Soranzo ».